

**Art. 3.** De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 903

[2009/201000]

**12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009;

Considérant que la déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon du 20 juillet 2004 prévoit de créer une Cellule de suivi des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public;

Considérant qu'en sa séance du 13 novembre 2008, le Gouvernement wallon a marqué son accord sur la création d'un centre unique transversal et à la Région wallonne et à la Communauté française en matière de partenariats publics-privés, en privilégiant la piste d'une extension des missions de la CIF;

Considérant qu'il est nécessaire de préciser et d'actualiser les missions de la Cellule d'informations financières au vu du nombre croissant d'avis qui lui sont demandés;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les références budgétaires reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2007 pour les mettre en concordance avec le budget général des dépenses de la Région wallonne et pour permettre à la Cellule d'informations financières de procéder à l'ordonnement des dépenses;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 janvier 2009;

Vu le protocole n°526 du Comité de secteur XVI, établi le 9 février 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 février 2006 et du 1<sup>er</sup> février 2007 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1<sup>er</sup> Il est institué une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public auprès du Gouvernement wallon, chargée des missions énumérées à l'article 2 et ci-après dénommée "la Cellule".

Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre du Budget et des Finances."

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. La Cellule a pour mission principale d'assister le Gouvernement dans sa mission de suivi.

Elle est chargée, notamment, de collecter, d'organiser et d'analyser les informations financières nécessaires à la confection de tableaux de bord.

A la demande du Ministre du Budget et des Finances ou du Gouvernement, la cellule rend un avis sur toute question financière relative à la Région wallonne ou aux organismes d'intérêt public qui en dépendent.

Elle est notamment chargée :

— d'analyser les projets de budgets des organismes d'intérêt public;

— d'examiner les comptes des organismes d'intérêt public et, en particulier, l'impact des résultats comptables des organismes consolidés avec la Région wallonne selon les règles comptables d'Eurostat;

— de rendre un avis, préalablement à leur approbation par le Gouvernement, sur les plans financiers des organismes d'intérêt public;

— de rendre un avis dans un délai ne dépassant pas trente jours, préalablement à leur adoption par le Gouvernement, sur les partenariats publics-privés et les projets de financements alternatifs envisagés par la Région wallonne ou les organismes d'intérêt public qui en dépendent. Cet avis porte notamment sur les aspects juridiques, financiers et comptables, y compris au regard des normes européennes de comptabilité publique définies par Eurostat;

— à la demande des organismes concernés, elle accompagne ceux-ci dans la mise en œuvre des projets de partenariats publics-privés”.

**Art. 3.** L'article 4, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

“§ 2. Outre le dirigeant de la cellule visé au § 1<sup>er</sup>, le personnel de la cellule comprend :

- a) sept agents de niveau 1;
- b) deux agents de niveau 2+.”

**Art. 4.** L'article 6, § 1<sup>er</sup> et § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007, sont remplacés par les dispositions suivantes :

“§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 8, il est alloué aux membres de la cellule visée à l'article 1<sup>er</sup> qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

A4S, A4, A5 ou A6 pour le personnel de niveau 1;

B1 pour le personnel de niveau 2+.

§ 2. Les membres du personnel de niveau 2+ visés au § 1<sup>er</sup> du présent article, bénéficient d'un supplément d'allocation équivalent au supplément d'allocation prévu pour le personnel d'exécution ou les attachés par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.”

**Art. 5.** A l'article 7, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées : les mots “à l'article 9” sont remplacés par les mots “à l'article 8”.

**Art. 6.** Le § 1<sup>er</sup> de l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007 est remplacé par la disposition suivante :

“§ 1<sup>er</sup>. Les agents visés à l'article 4, § 2, *littéra a)*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les conseillers ou les attachés par les articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, ou, pour l'un d'entre eux, d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les Chefs de cabinet adjoints par les articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.”

**Art. 7.** L'article 12<sup>quater</sup>, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

“§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux agents visés à l'article 4, § 2, du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon :

a) à l'indemnité de conseiller ou d'attaché ou, pour l'un d'entre eux, à l'indemnité de chef de cabinet adjoint, pour les agents de niveau 1 visés à l'article 4, § 2, *littéra a)*;

b) à l'indemnité de personnel d'exécution ou d'attaché pour l'agent de niveau 2+ visé à l'article 4, § 2, *littéra b)*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.”

**Art. 8.** L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

“Art. 14. Délégation est accordée au chef de cabinet du Ministre du Budget et des Finances pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 09 de la division organique 12 du Budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, § 2, du présent arrêté.”

**Art. 9.** L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

“Art. 15. Délégation est accordée au dirigeant de la CIF visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.01 et 74.01 du programme 09 relatives respectivement au fonctionnement de la CIF et à l'achat de biens divers de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne.”

**Art. 10.** L'article 16, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

“§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou de son délégué visé à l'article 14 imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 09 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, § 2.”

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 903

[2009/201000]

**12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;  
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2008 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2009;

In der Erwägung, dass in der Erklärung zur Regionalpolitik der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2004 vorgesehen ist, eine Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses zu gründen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung während ihrer Sitzung vom 13. November 2008 ihr Einverständnis mit der Gründung eines einzigen bereichsübergreifenden Zentrums für die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft in Sachen öffentlich-private Partnerschaften gegeben hat, wobei die Aktionsrichtung, die einer Erweiterung der Aufgaben der ZFI entspricht, bevorzugt wird;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Aufgaben der Zelle für finanzielle Informationen aufgrund der wachsenden Anzahl der bei ihr beantragten Gutachten genauer zu beschreiben und zu aktualisieren;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005, abgeändert durch den Erlass vom 1. Februar 2007, angeführten haushaltsmäßigen Angaben abzuändern, um sie mit dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region in Einklang zu bringen und um es der Zelle für finanzielle Informationen möglich zu machen, die Ausgabenanweisungen vorzunehmen;

Aufgrund des am 27. Januar 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. Januar 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. Januar 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 9. Februar 2009 aufgestellten Protokolls Nr. 526 des Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2006 und vom 1. Februar 2007 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 1 - Eine Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird bei der Wallonischen Regierung eingerichtet; sie wird mit den in Artikel 2 aufgelisteten Aufgaben beauftragt und weiter unter „die Zelle“ genannt.

Sie steht unter der direkten Aufsicht des Ministers des Haushalts und der Finanzen.“

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 2 - Die Zelle hat zur Hauptaufgabe, der Regierung bei ihrer Überwachungsaufgabe beizustehen.“

Sie wird u.a. damit beauftragt, die zur Erstellung von Übersichtstabellen notwendigen finanziellen Informationen zu sammeln, zu organisieren und zu analysieren.

Auf Antrag des Ministers des Haushalts und der Finanzen oder der Regierung gibt die Zelle ein Gutachten über jede finanzielle Angelegenheit in Bezug auf die Wallonische Region oder auf die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses ab.

Sie ist u.a. damit beauftragt:

— die Haushaltsplanentwürfe der Einrichtungen öffentlichen Interesses zu analysieren;

— die Bücher der Einrichtungen öffentlichen Interesses und insbesondere die Auswirkung der Buchführungsergebnisse der mit der Wallonischen Region konsolidierten Einrichtungen gemäß den Buchhaltungsregeln von Eurostat zu untersuchen;

— ein Gutachten über die Finanzpläne der Einrichtungen öffentlichen Interesses abzugeben, bevor sie durch die Regierung genehmigt werden;

— ein Gutachten innerhalb einer Frist von höchstens dreißig Tagen über die öffentlich-privaten Partnerschaften und die durch die Wallonische Region oder die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses berücksichtigten alternativen Finanzierungsprojekte vor deren Genehmigung durch die Regierung abzugeben. Dieses Gutachten betrifft u.a. die juristischen, finanziellen und buchführungstechnischen Aspekte, auch im Hinblick auf die durch Eurostat bestimmten europäischen Buchführungsnormen;

— auf Antrag der betroffenen Einrichtungen begleitet sie diese bei der Durchführung der Projekte in Sachen öffentlich-private Partnerschaften“.

**Art. 3** - Artikel 4, § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 2. Außer dem in § 1 erwähnten leitenden Beamten der Zelle besteht das Personal der Zelle aus:

- a) sieben Bediensteten der Stufe 1;
- b) zwei Bediensteten der Stufe 2+.”

**Art. 4** - Artikel 6, § 1 und § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 1. Unbeschadet des Artikels 8 wird den Mitgliedern der in Artikel 1 erwähnten Zelle, die dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den weiter unten stehenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

- A4S, A4, A5 oder A6 für das Personal der Stufe 1;
- B1 für das Personal der Stufe 2+.

§ 2. Den in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Personalmitgliedern der Stufe 2+ wird eine zusätzliche Zuwendung gewährt, die der zusätzlichen Zuwendung entspricht, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für das Ausführungspersonal oder für die Attachés vorgesehen ist.

**Art. 5** - In Artikel 7, § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen: der Wortlaut “in Artikel 9” durch den Wortlaut “in Artikel 8” ersetzt.

**Art. 6** - Artikel 8, § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 1. Den in Artikel 4, § 2, unter a) erwähnten Bediensteten wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in den Artikeln 12 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die Berater oder Attachés vorgesehen ist; einem von ihnen wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in den Artikeln 11 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die beigeordneten Kabinettschefs vorgesehen ist.”

**Art. 7** - Artikel 12<sup>quater</sup>, § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 2. Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten anstelle der Essengutscheine gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 22, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Vergütungen festgesetzt:

- a) auf die Vergütung des Beraters oder des Attachés oder, für einen von ihnen, auf die Vergütung des beigeordneten Kabinettschefs für die in Artikel 4, § 2, Buchstabe a) erwähnten Bediensteten der Stufe 1;
- b) auf die Vergütung des Ausführungspersonals oder des Attachés für den in Artikel 4, § 2, Buchstabe b) erwähnten Bediensteten der Stufe 2+.

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die dreißig Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.”

**Art. 8** - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 14 - Dem Kabinettschef des Ministers des Haushalts und der Finanzen wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 09 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region bezüglich der dem in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen anrechenbar ist.”

**Art. 9** - Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 15 - Dem in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten leitenden Beamten der ZFI wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe in Höhe von maximal 5.500 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen 12.01 und 74.01 des Programms 09 anrechenbar ist, die mit der Arbeit der ZFI und dem Ankauf von verschiedenen Gütern des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region verbunden sind.”

**Art. 10** - Artikel 16, § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 2. Dem für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten zuständigen Berater wird Vollmacht erteilt, um jede durch den ersten Anweisungsbefugten oder seinen in Artikel 14 erwähnten Beauftragten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 09 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist und mit den dem in Artikel 4, § 2 erwähnten Personal gewährten Gehältern, Entschädigungen und Zuwendungen verbunden ist.”

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 903

[2009/201000]

**12 FEBRUARI 2009.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het decreet van 18 december 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2009;

Overwegende dat de gewestelijke beleidsverklaring van de Waalse Regering van 20 juli 2004 erin voorziet een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen op te richten;

Overwegende dat de Waalse Regering tijdens haar zitting van 13 november 2008 ingestemd heeft met de oprichting van een enig transversaal centrum in het Waalse Gewest en in de Franse Gemeenschap inzake openbare-private partnerschappen, waarbij ze de piste van een uitbreiding van de opdrachten van de CIF heeft bevoorrecht;

Overwegende dat het nodig is de opdrachten van de Cel voor financiële informatie nader te bepalen en bij te werken gezien het groeiende aantal adviezen die haar worden aangevraagd;

Overwegende dat de begrotingsreferenties vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, gewijzigd bij het besluit van 1 februari 2007, gewijzigd moeten worden om ze in overeenstemming te brengen met de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en om de Cel voor financiële informatie in staat te stellen tot de ordonnancering van die uitgaven over te gaan.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 januari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 januari 2009;

Gelet op protocol nr. 526 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 9 februari 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2006 en 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 1. Er wordt bij de Waalse Regering een cel opgericht voor de opvolging van de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen die belast is met de opdrachten bedoeld in artikel 2 en die verder “de cel” genoemd wordt.

De cel wordt onder het rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en Financiën geplaatst.”

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“De cel heeft als hoofdopdracht het bijstaan van de Regering in haar opvolgingsopdracht.

Zij is meer bepaald belast met de inzameling, de organisatie en de analyse van de financiële informatie die noodzakelijk is voor het opstellen van de situatieoverzichten.

Op verzoek van de Minister van Begroting en Financiën of van de Regering brengt de cel een advies uit over elke financiële vraag betreffende het Waalse Gewest of de openbare instellingen die ervan afhangen.

Ze wordt er met name mee belast :

- de projecten en begrotingen van de openbare instellingen te analyseren;
- de rekeningen van de openbare instellingen te onderzoeken en, in het bijzonder, het effect van de boekhoudresultaten van de instellingen geconsolideerd met het Waalse Gewest volgens de boekhoudregels van "Eurostat";
- een advies uit te brengen over de financiële plannen van de openbare instellingen vóór hun goedkeuring van de Regering;
- binnen een termijn van hoogstens dertig dagen een advies uit te brengen over de openbare-private partnerschappen en de ontwerpen van alternatieve financieringen overwogen door het Waalse Gewest of de openbare instellingen die ervan afhangen, vóór hun goedkeuring door de Regering. Dat advies heeft met name betrekking op de juridische, financiële en boekhoudaspecten, en dit ook ten opzichte van de Europese normen inzake openbare boekhouding die bepaald zijn door Eurostat;
- de betrokken instellingen op hun verzoek bij te staan in de uitvoering van de projecten voor openbare-private partnerschappen."

**Art. 3.** Artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Naast de leider van de cel bedoeld in § 1, bestaat het personeel van de cel uit :

- b) zeven personeelsleden van niveau 1;
- b) twee personeelsleden van niveau 2+."

**Art. 4.** Artikel 6, § 1 en § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Onverminderd artikel 8 wordt er aan de personeelsleden van de cel bedoeld in artikel 1 die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Regering of meer in het algemeen van elke overheidsdienst, een toelage verleend die in de plaats komt van de wedde vastgelegd in de hiernavolgende weddenscalen geldend voor het personeel van de ministeries :

- A4S, A4, A5 of A6 voor het personeel van niveau 1;
- B1 voor het personeel van niveau 2+.

§ 2. De personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in § 1 van dit artikel komen in aanmerking voor een bijkomende toelage die gelijkstaat aan de bijkomende toelage bepaald voor het uitvoerend personeel of voor de attachés in artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering."

**Art. 5.** Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : de woorden "in artikel 9" vervangen door de woorden "in artikel 8";

**Art. 6.** Paragraaf 1 van artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, litera a), komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat aan de kabinetstoelage bepaald voor de adviseurs of voor de attachés in de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering of, voor één van hen, voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat aan de kabinetstoelage bepaald voor de adjunct-kabinetschefs in de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering."

**Art. 7.** Artikel 12<sup>quater</sup>, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald met verwijzing naar de vergoedingen bepaald bij artikel 22, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het bedrag van de vergoeding staat gelijk met :

- a) de vergoeding van adviseur of attaché of, voor één van hen, met de vergoeding van adjunct-kabinetschef, voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, litera a);
- b) de vergoeding van uitvoerend personeel of attaché voor de personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 4, § 2, litera b).

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiséerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens dertig kalenderdagen afwezigheid."

**Art. 8.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

"Art. 14. Er wordt een machtiging verleend aan de kabinetschef van de Minister van Begroting en Financiën om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 09 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit."

**Art. 9.** Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“Art. 15. Er wordt aan de leider van de CFI bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit tot en met het bedrag van 5.500 euro een machtiging verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocaties 12.01 en 74.01 van programma 09 betreffende, respectievelijk, de werking van de CFI en de aankoop van allerlei goederen van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.”

**Art. 10.** Artikel 16, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Er wordt een machtiging verleend aan de adviseur verantwoordelijk voor de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten om elke uitgave vastgelegd door de primaire ordonnateur of zijn gemachtigde bedoeld in artikel 14 te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 09 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de wedden, vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2.”

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 12.** De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, en Uitrusting,  
M. DAERDEN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 904

[C — 2009/31114]

**12 FEVRIER 2009.** — Arrêté 2008/1551 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2007/1131 du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, articles 36, alinéa 1<sup>er</sup>, 38, 49 et 50, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

Vu l'avis de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 17 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 11 décembre 2008;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 11 décembre 2008;

Vu l'avis du n° 45,755/4 Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1 alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds est complété par le 7° rédigé comme suit :

7° « personne en situation de grande dépendance », personne handicapée identifiée comme telle par l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 10 du Décret, en raison de la nature et de l'importance du handicap, de la nécessité d'une présence active et continue d'une tierce personne. En outre, cette personne ne bénéficie pas de réponse suffisante ou satisfaisante à ses besoins.

**Art. 3.** L'article 10, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par les 6°, 7° et 8° rédigés comme suit :

6° l'organisation de loisirs pour personnes en situation de grande dépendance : organisation d'activités régulières ou de séjours pour minimum deux tiers de participants en situation de grande dépendance à raison d'au moins 550 prestations par an avec un maximum de 160 périodes, telles que définies au § 1<sup>er</sup>, 3°, du présent article, par personne et par an.

Les prestations sont comptabilisées comme suit : chaque période, telle que définie au § 1<sup>er</sup>, 3°, du présent article, est multipliée par le nombre de personnes handicapées qui y participent.